

RAPPORT N° 2023/7-21
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 7 décembre 2023

OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION DE POSTES PERMANENTS ET NON PERMANENTS

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

I- AJUSTEMENT DE L'ORGANIGRAMME GENERAL DES SERVICES DE LA CINOR

Comme vous le savez l'organigramme actuellement en vigueur a été mis en place au mois d'août 2021 afin de mettre en œuvre le projet politique 2020/2026 CINOR TERRE D'AVENIR 2030.

Cette année 2023 marque le mi-mandat des élus ayant pris leurs fonctions en juillet 2020 et nous a permis de faire un premier bilan de la mise en œuvre de notre projet politique.

Dans ce cadre, il a été considéré la nécessité de modifier l'organisation générale des services en tenant compte des objectifs suivants :

- D'accélérer la mise en œuvre du projet CINOR TERRE D'AVENIR 2030 ;
- D'optimiser les ressources humaines et les moyens internes aux priorités de la mandature ;
- De rééquilibrer et d'ajuster les 4 pôles actuels en conséquence ;
- De maîtriser les coûts liés à cette nouvelle organisation.

Pour ce faire une concertation a eu lieu en interne entre l'autorité territoriale et l'administration ayant abouti à un nouvel organigramme des services. Cet organigramme a reçu un avis favorable du Comité Social Territorial en date du 15 novembre 2023.

A ce titre, il vous est proposé de créer au sein de la DGA de la transition écologique :

- o **1 poste permanent à temps complet d'adjoint.e au DGA de la transition écologique**, (cat A de la filière technique du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux). Le recrutement s'effectuera par voies statutaire ou/et contractuelle.

Missions : Placé.e sous l'autorité du directeur général adjoint de la transition écologique, il. elle participera au processus de décision, à la définition d'une ligne stratégique de l'établissement et contribuera à la définition de la politique de l'eau. Il. elle dirigera les services opérationnels du cycle de l'eau dans son périmètre et par délégation, notamment la Direction des Travaux du Cycle de l'Eau, la Direction de l'Eau, la Direction de l'Assainissement, la Direction de l'Eau pluviale et GEMAPI. Il.elle aura également pour mission la mise en œuvre, la régulation, le contrôle et l'évaluation des plans d'actions notamment la programmation pluriannuelle des investissements relevant du cycle de l'eau.

- o La direction des travaux et du cycle de l'Eau, et **1 poste permanent à temps complet de directeur.ice des travaux et du cycle de l'Eau**, (cat A de la filière technique du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux). Le recrutement s'effectuera par voies statutaire ou/et contractuelle.

Missions : placé sous l'autorité de l'adjoint(e) au DGA de la transition écologique, il. elle aura pour mission de contribuer à la définition des orientations stratégiques de la collectivité, d'élaborer un projet de service public d'eau de qualité et durable. Il. elle dirigera le service et pilotera l'organisation territoriale en cohérence avec les orientations préalablement définies. Il. elle assurera la mission de maîtrise d'ouvrage des travaux relevant du cycle de l'eau en matière d'eau et d'assainissement collectif et le pilotage managérial, administratif, financier et juridique de la direction.

II-AVANCEMENT DE GRADE

Afin de prendre en compte les avancements de grade des agents de la CINOR, il vous est proposé de créer les postes à temps complet relevant des grades suivants :

- **2 postes permanents de catégorie A:**
 - o 1 poste d'ingénieur général
 - o 1 poste de professeur d'enseignement artistique hors classe

- **1 poste permanent de catégorie B:**

- o 1 poste d'assistant de conservation principal de 1^{ère} classe

- **44 postes permanents de catégorie C:**

- o 4 postes d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe
- o 3 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe
- o 2 postes d'adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe
- o 13 postes d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe
- o 19 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe
- o 1 poste d'adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe
- o 2 postes d'agent de maîtrise principal

III-CREATION DE POSTES TEMPORAIRES : ATA (ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE)

L'article L. 332-23 1° du code général de la fonction publique, autorise le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de 12 mois sur une période consécutive de 18 mois, renouvellement compris.

Aussi, afin d'assurer un service public dans les conditions optimales, et lorsqu'un besoin avéré aura été recensé du fait d'un surcroît d'activités réel, temporaire et exceptionnel, il est proposé de créer 5 postes ATA pour l'année 2024 pour exercer les fonctions d'agent polyvalent à temps complet à raison de 35H/semaine.

Cet emploi sera pourvu par un agent contractuel relevant de la catégorie C de la filière administrative ou technique, du cadre d'emplois des adjoints administratifs ou adjoints techniques au grade d'adjoint administratif ou adjoint technique.

Le contractuel sera recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée maximale de 12 mois sur 18 mois consécutifs.

Le cas échéant, l'agent contractuel devra justifier d'un diplôme et/ou d'une expérience professionnelle dans le domaine.

Sa rémunération sera calculée par référence à l'échelle indiciaire du grade d'adjoint administratif ou adjoint technique du cadre d'emplois des adjoints administratifs ou des adjoints techniques.

La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget de la collectivité.

Par conséquent, il vous est demandé :

- d'approuver les créations de postes indiquées dans le rapport
- d'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2023/7-21
du Bureau de la Communauté
en séance du 7 décembre 2023**

OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION DE POSTES PERMANENTS ET NON PERMANENTS

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions;

Sur le RAPPORT n° 2023/7-21 du Président.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les créations de postes indiquées dans le rapport.

ARTICLE 2

D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe.

Nombre de votants : 14 (dont 2 procurations)
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 14 DEC 2023

Le Président,
Maurice GIRONCEL

